

Discours devant la Coalition interparlementaire de lutte contre l'antisémitisme

Michael Ignatieff, CP, député
Chef de l'Opposition

Ottawa (Ontario)
8 novembre 2010

Le texte prononcé fait foi Check against delivery

Merci. Bienvenue à Ottawa.

En tant que chef du parti libéral du Canada, je suis venu vous dire que la cause qui vous rassemble ici aujourd'hui ne souffre pas de division partisane.

Notre parti est fier de souscrire à la Déclaration de Londres. En fait, en lisant le texte de cette Déclaration, je me suis dit que s'il y avait eu une Déclaration de Londres en 1936, l'histoire du monde aurait sans doute été bien différente.

Et donc nous sommes rassemblés ici aujourd'hui, mus par le fervent espoir et la conviction déterminée de voir l'antisémitisme devenir un terrible souvenir du passé et non une réalité contemporaine.

Nous sommes réunis ici, à Ottawa, pour prendre conscience de l'existence d'un nouveau phénomène – le nouvel antisémitisme. Moi qui suis si fier de mes origines russes, jamais je n'aurais cru voir de mon vivant *Les Protocoles des Sages de Sion*, ce torchon infâme, forgé de toutes pièces par la propagande tsariste, circuler sur Internet en ce début du XXI^e siècle

Voilà une des manifestations de ce nouveau phénomène haineux.

Jamais je n'aurais pensé vivre dans un monde où il est possible de se rendre dans une succursale de Fedex ou d'UPS au Yémen et d'y faire livrer un paquet rempli d'explosifs destiné à faire sauter une synagogue à Chicago.

Voilà la triste réalité contre laquelle nous devons nous dresser. Voilà ce que nous devons combattre. Quelles que soient nos origines, quelles que soient nos allégeances politiques, quels que soient nos antécédents, quelle que soit notre religion ou notre foi, il faut dire haut et fort : l'antisémitisme ne menace pas que le Juifs, c'est une menace pour chacun d'entre nous et pour toute l'humanité.

Au Canada, qui se croit un lieu de tolérance et d'honnêteté, une terre d'asile dans un monde sans cœur, un refuge pour ceux qui souffrent ou qui veulent échapper à la persécution, comme l'a fait ma famille – qui fuyait la persécution d'une Russie communiste – il règne une innocence dont il faut se délester de toute urgence.

J'ai perdu une partie de mon innocence sur la question de l'antisémitisme en septembre 2006 quand je suis allé dans une école religieuse de Montréal et que j'ai vu de mes propres yeux – comme certains d'entre vous, sûrement – les ravages que peut causer une bombe incendiaire dans une petite école. Il y avait des taches de suie noire sur les murs. On se rend compte à quel point on a frôlé la catastrophe. Elle a été empêchée parce que des voisins compatissants ont téléphoné à la police et aux pompiers pour qu'ils y mettent fin, mais on est passé à deux doigts de l'horreur.

Et puis un an plus tard, toujours au Canada, mais à Mississauga cette fois, j'ai eu la triste expérience de visiter une mosquée dont les fenêtres avaient été fracassées. Le Canada ne peut pas rester dans l'innocence. Il ne peut plus être naïf et ne peut pas prendre sa tolérance, son multiculturalisme et son respect des autres pour acquit.

Il s'agit là d'un combat qu'il faut gagner chaque jour contre les forces de l'intolérance et de l'injustice.

Nous avons aussi une autre obligation, en tant que citoyens d'une démocratie et dans ce Parlement du Canada que nous sommes si fiers de servir, nous avons l'obligation de défendre la démocratie.

Quand on considère le Moyen-Orient, on voit une démocratie aux abois tandis qu'Israël se défend contre le terrorisme et que le peuple palestinien souffre à l'ombre de l'extrémisme.

Le conflit au Moyen-Orient alimente et est alimenté par cet affreux antisémitisme moderne. Trop de gens utilisent le conflit au Moyen-Orient comme prétexte pour alimenter leurs haines. Il n'y a pas de justification, pas d'excuse, pour la haine. Mais il relève de la plus élémentaire prudence de dire que pour éliminer l'antisémitisme il faut s'engager en faveur de la paix.

Deux états pour deux peuples. La justice et la sécurité pour le peuple d'Israël. La justice et la sécurité pour le peuple de la Palestine.

Mais soyons clairs : un pays démocratique comme le Canada ne peut pas rester neutre entre un pays démocratique et des organisations terroristes. Il est impossible d'être un médiateur honnête entre ces deux entités.

Notre position doit être claire : les états démocratiques ont le droit d'être reconnus, ont le droit de vivre en paix, ont le droit de se défendre, ont le droit d'être reconnus par leurs voisins. Ils ont le droit de vivre dans la paix et la sécurité. Le Canada ne doit jamais être équivoque sur cette question.

Il y a un autre enjeu au sujet duquel il faut être très clair : il faut savoir faire la distinction entre une critique légitime des politiques du gouvernement d'Israël et des propos qui mettent en cause la légitimité même de l'État d'Israël. Les critiques adressées au gouvernement d'Israël ne sont pas toutes des manifestations d'antisémitisme.

Mais il y a des façons de critiquer l'État d'Israël qui font le pas vers la délégitimation d'un État démocratique reconnu. Je fais allusion, bien sûr, à la Semaine contre l'Apartheid israélien qui se tient dans mon propre pays. Israël est Israël. L'Apartheid en Afrique du Sud était un crime contre l'humanité – amalgamer les deux est une façon de délégitimer un État démocratique et les Canadiens doivent s'opposer à cela.

Une société démocratique comme celle du Canada doit toujours maintenir ouvert un espace dans lequel il est possible de critiquer un gouvernement, quel qu'il soit – y compris le nôtre – et y compris l'État d'Israël, mais sans pour autant remettre en cause la légitimité de ces gouvernements.

Pourtant, c'est ce qui se produit sur les campus universitaires du Canada. Quand une protestation contre les politiques du gouvernement d'Israël devient une contestation de l'existence même de l'État d'Israël, on va trop loin.

Quand la Semaine contre l'Apartheid israélien fait qu'il devient impossible pour des étudiants juifs de se manifester et de faire entendre leur point de vue, ça aussi, c'est aller trop loin.

Et en tant que parlementaires, en tant que députés démocratiques, nous avons le droit de nous lever et de dire haut et fort : c'est inacceptable dans les campus et les universités du Canada.

Il faut aussi comprendre clairement en quoi consistent nos obligations sur la scène internationale. Nous devons contribuer à faire cesser le cortège de résolutions unilatérales déposées contre Israël devant les Nations Unies.

Nous devons utiliser l'influence que nous avons pour rétablir l'équilibre dans le fonctionnement des organismes de défense des droits humains des Nations Unies. Israël n'est pas parfait, mais la dénonciation constante d'un seul pays au mépris des violations des droits humains qui se commettent ailleurs est un détournement flagrant des principes et de la raison d'être des Nations Unies.

Et il n'est pas acceptable que le Canada prenne part à ce que Irwin Cotler a si bien qualifié à Durban de « festival de la haine ».

Nous ne pouvons pas faire partie d'organismes ou de groupes internationaux qui condamnent un seul État, à l'exclusion de tous les autres. C'est inacceptable. C'est un moyen d'empoisonner le débat démocratique qui a lieu sur la scène internationale.

Il faut aussi avoir une position très claire au sujet de l'Iran. Il faut affirmer très clairement que la rhétorique négationniste et anti-Israël du président et du gouvernement de l'Iran est totalement inacceptable sur la scène internationale. Le Canada ne peut être présent dans les lieux où de tels discours sont prononcés.

Permettez-moi un propos quelque peu partisan : Transformer une défaite en une victoire morale me semble être une erreur.

N'avoir pas obtenu un siège au Conseil de sécurité de l'ONU est une défaite, surtout quand on songe que c'est au Conseil de sécurité des Nations Unies que seront décidées les sanctions contre l'Iran.

Si le Canada souhaite défendre Israël contre l'Iran, comme il le devrait, il aurait eu intérêt à siéger au Conseil de sécurité des Nations Unies et je vois mal comment les Canadiens peuvent éviter de s'en rendre compte.

Mais ce qui est fait est fait. Maintenant, le Canada devra se tenir en retrait pour parler de la menace stratégique que présente l'Iran, non seulement pour Israël mais pour tous les autres pays de la région. Et nous devons ajouter notre voix à celles qui disent que la Garde républicaine devrait être ajoutée à la liste des organisations terroristes.

En bout de ligne, il faudra faire valoir que le Canada est le fier défenseur de la tolérance, le fier défenseur de l'équité et le fier défenseur de la justice, tel qu'il a toujours été perçu sur la scène internationale.

Vendredi soir, j'ai assisté à un rassemblement à Peel. Il y avait un millier de Canadiens dans la salle. Comme je passais de table en table, comme on le fait quand on est politicien, j'ai pris conscience du grand nombre de Canadiens qui sont venus ici pour fuir les horreurs vécues à l'étranger.

J'ai parlé à un groupe d'Irakiens chrétiens dont l'église a été incendiée à Bagdad, cette semaine même. J'ai parlé à des musulmans ahmadis dont la mosquée vient d'être incendiée au Pakistan.

Je viens tout juste de parler à des membres de la communauté juive qui peuvent citer des cas de profanation de cimetières juifs partout dans le monde.

Tout ça est très près de nous, nous touche au plus intime. Tout ça est très important.

Le Canada doit se tenir à vos côtés quelque soit la couleur de son gouvernement – libéral, conservateur ou autre, selon ce que la population décidera. Il faut s'opposer à ce genre de manifestation de haine, qui détruit tout ce que nous aimons, et tout ce que nous voulons défendre sur cette terre où nous vivons et appelons chez nous.

Merci beaucoup.